



KPMG S.A.  
1 rue de l'hôpital de siège  
59300 Valenciennes

# Association SOLIHA – Solidaires pour l'habitat – Flandres

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024  
Association SOLIHA – Solidaires pour l'habitat – Flandres  
28 rue du Sud - 59379 DUNKERQUE

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.  
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG S.A.  
1 rue de l'hôpital de siège  
59300 Valenciennes

## **Association SOLIHA – Solidaires pour l'habitat – Flandres**

28 rue du Sud - 59379 DUNKERQUE

### **Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels**

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'assemblée générale de l'association SOLIHA – Solidaires pour l'habitat – Flandres,

#### **Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association SOLIHA – Solidaires pour l'habitat – Flandres relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

#### **Fondement de l'opinion**

##### **Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### **Indépendance**

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



### **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.





Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Valenciennes, le 16 juin 2025

KPMG S.A.

Christophe Carlier

Associé

## BILAN ACTIF AU 31 Décembre 2024

ACTIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)			Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
	Brut	Amortissements et dépréciations (à déduire)	Net	Net
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
Immobilisations incorporelles	134 703	131 917	2 786	2 890
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	134 703	131 917	2 786	2 890
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles	31 067 275	21 249 764	9 757 511	9 584 651
Terrains	811 181		811 181	811 181
Constructions	28 704 383	20 142 224	8 562 159	8 444 953
Installations techniques, matériel et outillage industriels	9 875	8 018	1 857	3 996
Autres	1 354 547	1 099 522	255 025	133 861
Immobilisations corporelles en cours	127 289		127 289	190 660
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations financières	1 013 650	95 334	918 316	908 994
Participations et Créances rattachées	708 972	95 334	613 638	629 476
Autres titres immobilisés	-		-	-
Prêts	231 221		231 221	219 749
Autres	72 457		72 457	60 769
<b>Total I</b>	<b>32 155 628</b>	<b>21 477 015</b>	<b>10 678 613</b>	<b>10 496 534</b>
Compte de liaison	1		1	1
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	767 546	290 083	477 462	438 528
Créances reçues par legs ou donations				
Autres	404 111		404 111	843 616
Valeurs mobilières de placement	367 427		367 427	567 202
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	805 917		805 918	1 716 248
Charges constatées d'avance	225 976		225 975	15 645
<b>Total II</b>	<b>2 570 977</b>	<b>290 083</b>	<b>2 280 893</b>	<b>3 581 239</b>
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecart de conversion Actif (V)				
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)</b>	<b>34 726 606</b>	<b>21 767 098</b>	<b>12 959 508</b>	<b>14 077 774</b>

## BILAN PASSIF AU 31 décembre 2024

PASSIF	Exercice 2024 (selon ANC 2018-06)	Exercice 2023 (selon ANC 2018-06)
<b>FONDS PROPRES / FONDS ASSOCIATIFS</b>		
Fonds propres / fonds associatifs sans droit de reprise		
dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions	-	-
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation (sur biens sans droit de reprise)		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (partie 1/2)		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Apports		
Legs et donations		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation (sur biens avec droit de reprise)		
Ecart de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	3 895 068	3 895 068
Autres réserves		
Réserves des activités sociales et médico sociales gestion contrôlées	314 994	314 994
Report à nouveau		
Report à nouveau gestion propre	454 309	454 309
Report à nouveau sous gestion contrôlée	- 397 986	- 137 972
Excédant ou déficit de l'exercice	- 444 059	- 260 014
<b>Situation nette (sous total)</b>	<b>3 822 326</b>	<b>4 266 383</b>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement	1 581 731	1 710 349
Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (partie 2/2)		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires - (Commodat)		
<b>Total I</b>	<b>5 404 057</b>	<b>5 976 734</b>
<b>FONDS REPORTEES ET DEDIEES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	-	54 267
<b>Total II</b>	<b>-</b>	<b>54 267</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	16 496	16 496
Provisions pour charges	1 513 704	1 392 652
<b>Total III</b>	<b>1 530 200</b>	<b>1 409 148</b>
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
<b>Total III bis</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	3 315 175	3 782 864
Emprunts et dettes financières diverses	226 751	216 674
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	960 784	636 550
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	1 132 439	1 241 065
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 286	64 918
Autres dettes	345 158	543 586
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	43 658	151 967
<b>Total IV</b>	<b>6 025 251</b>	<b>6 637 625</b>
Ecart de conversion Passif (V)		
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + III bis + IV + V)</b>	<b>12 959 508</b>	<b>14 077 774</b>

# Compte de résultat

Compte de résultat	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits d'exploitation</b>		
Cotisations	680	1 780
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	257 572	238 808
- dont ventes de dons en nature		
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de services	2 830 797	2 630 561
- dont parrainages	11 627	3 055
- dont ventes relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics	2 468 869	2 254 973
- dont concours publics aux activités sociales et médico-sociales	2 468 869	2 254 973
Subventions d'exploitation	3 420 957	3 298 984
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	736 877	655 081
Utilisations des fonds dédiés	54 267	235 425
Autres produits	2 077	12 761
<b>TOTAL I</b>	<b>9 772 097</b>	<b>9 328 373</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	3 854 987	3 335 479
Aides financières	555 115	611 484
Impôts, taxes et versements assimilés	3 402 114	3 095 791
Salaires et traitements	1 129 196	1 039 990
Charges sociales	1 123 254	1 098 464
Dotations aux amortissements et dépréciations	193 938	82 089
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	250 102	182 570
Autres charges		
<b>TOTAL II</b>	<b>10 508 708</b>	<b>9 445 866</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-736 611</b>	<b>-117 493</b>

## Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	31/12/2024	31/12/2023
<b>Produits financiers</b>		
Produits financiers de participation		15 602
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	23 316	
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	50	
<b>TOTAL III</b>	<b>23 366</b>	<b>15 602</b>
<b>Charges financières</b>		
Dotations financières aux amortissements, dépréciations et provisions	22 517	
Intérêts et charges assimilées	77 160	82 579
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
<b>TOTAL IV</b>	<b>99 677</b>	<b>82 579</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)</b>	<b>-76 311</b>	<b>-66 977</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)</b>	<b>-812 922</b>	<b>-184 471</b>
<b>Produits exceptionnels</b>		
Sur opérations de gestion	144 656	24 991
Sur opérations en capital	213 026	162 412
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	30 610	15 826
<b>TOTAL V</b>	<b>388 292</b>	<b>203 229</b>
<b>Charges exceptionnelles</b>		
Sur opérations de gestion	18 580	278 682
Sur opérations en capital	848	90
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions		
<b>TOTAL VI</b>	<b>19 428</b>	<b>278 772</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)</b>	<b>368 863</b>	<b>-75 543</b>
Participation des salariés aux résultats	VII	
Impôts sur les bénéfices	VIII	
<b>TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)</b>	<b>10 183 754</b>	<b>9 547 204</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)</b>	<b>10 627 813</b>	<b>9 807 218</b>
<b>EXCÉDENT OU DÉFICIT (Total des produits - Total des charges)</b>	<b>-444 059</b>	<b>-260 014</b>

### Contributions volontaires en nature

Dons en nature  
Prestations en nature  
Bénévolat

### TOTAL

### Charges des contributions volontaires en nature

Secours en nature  
Mise à disposition gratuite de biens  
Prestations en nature  
Personnel bénévole

### TOTAL



# Présentation SOLIHA FLANDRES

## 1. OBJET SOCIAL

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans les statuts :

« Ø la mise en état d'habitabilité, la restauration, la réhabilitation, l'équipement, le développement, la création d'une offre nouvelle de logements, notamment destinée aux personnes ou familles modestes ou défavorisées, par acquisition, prise à bail et ou gestion, pour soi-même et (ou) pour le compte de tiers,

Ø La diffusion des informations de nature à faciliter l'amélioration de l'habitat défectueux ou insalubre,

Ø de promouvoir la réhabilitation des immeubles et ensemble d'immeubles constitués principalement de locaux d'habitation en vue de les améliorer et les adapter aux conditions de vie de leurs occupants,

Ø d'exercer, par tout moyen, une action en vue de la restauration et de l'équipement du patrimoine existant, ainsi que pour l'accès et le maintien des personnes dans un habitat décent,

Ø D'assurer, par tout moyen, l'accès durable au logement, le logement ou le relogement individuel ou collectif des personnes et des familles défavorisées, sans abri, mal logées ou en difficulté, voire d'assurer et de gérer l'hébergement temporaire

En aménageant ou éventuellement en construisant, à titre provisoire ou définitif, pour son compte ou celui de toute personne publique ou privée, les locaux ou immeubles nécessaires à cet effet,

- En prenant à bail, gérant ou acquérant de tels locaux ou les terrains nécessaires à leur réalisation,

Ø D'assurer l'accompagnement social lié au logement, la médiation liée à l'habitat, l'action socio-éducative en vue de l'insertion par le logement et la promotion des personnes et des familles,

Ø De promouvoir et engager toute action tendant à une revitalisation des quartiers existants en milieu urbain ou rural, de participer à toute action ayant pour but l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie et en général, de contribuer à la définition de politiques en matière d'aménagement et d'habitat,

Ø De recevoir mandat de gestion de deniers publics et para publics. »

Les organes statutairement compétents de notre entité ont fixé différents objectifs pour réaliser l'objet social. Ces objectifs constituent le « projet de notre entité » pour lequel des réserves sont constituées le cas échéant dans nos fonds propres.

## 2. NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES REALISEES

La nature des activités ou missions sociales réalisées durant l'exercice peut être résumée ainsi :

- Espace Habitat (Maîtrise d'Ouvrage et Amélioration de l'habitat)
- Espace Social (Centre Parental « Les moussaillons », CHRS « Thérèse CAULIER », Service d'accueil d'Urgence femmes-familles, Foyer Logement Intercommunal d'Urgence, Maison des quatre Ecluses, Pension de Famille « Henri Looius », Pension de Famille « Jean Ferrat »)

Le périmètre des activités ou missions sociales listées ci-dessus peut être ainsi défini :

- Activité dans l'Espace Habitat : cette activité s'est exercée auprès de propriétaires, bailleurs, copropriétés, particuliers dans le département du Nord (Arrondissement de Dunkerque)
- Activité dans l'Espace Social : cette activité s'est exercée auprès de demandeurs et bénéficiaires dans le périmètre de la Communauté Urbaine de Dunkerque et le secteur des Flandres Intérieures.

### 3 . DESCRIPTION DES MOYENS MIS EN OEUVRE

Les principaux moyens mis en œuvre par notre entité afin de réaliser les activités décrites au paragraphe précédent sont les suivants :

- Investissements

- o Engagés antérieurement mais terminés durant l'exercice

Réhabilitations logements pour un montant de 834 676,66 euros

- o Engagés dans l'exercice mais non terminés à la clôture :

Réhabilitations logements pour un montant de 127 288,89 euros

- Autres moyens/dépenses engagées

- o Entretien général/dépense de fonctionnement :

Petit entretien du patrimoine pour un montant de 194 458 euros

Gros entretien du patrimoine pour un montant de 211 412 euros

# Règles et méthodes comptables

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31/12/2024 dont le total du bilan avant répartition est de 12 959 508 Euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un résultat de -444 059 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Les comptes annuels ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce, du code de l'action sociales et des familles, aux dispositions spécifiques applicables du règlement ANC n°2018-06 du 5 décembre 2018 et au règlement ANC 2019-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les comptes annuels de l'exercice 2024 ont été établis et présentés conformément aux articles R 314-5 et R 314-81 du CASF, et selon la réglementation française en vigueur.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Faits caractéristiques

- Au cours de l'exercice 2024, les salaires de la convention 66 ont été revalorisés du fait du SEGUR.
- Changement de logiciel comptable au 1er janvier 2024.

Evénements significatifs postérieurs à compter de la clôture

A la date d'arrêt des comptes par le conseil d'administration du 2 juin 2025, la direction de l'association a connaissance des faits significatifs suivants :

- Arrêt de l'activité "Amélioration de l'habitat"
  - Ouverture d'une nouvelle pension de famille
  - Mise en place d'un plan de cession de Patrimoine
- Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les nouvelles normes comptables au 1er janvier 2005 imposent la comptabilisation par composants des immeubles. Une étude a été réalisée entre différents PACT de la région pour adopter une position commune.

La méthode prospective a été retenue ainsi que les durées et pourcentages des composants suivants :

Composants	% Immeubles collectifs	% Immeubles individuelles	Durée
Structure /Plomberie	75,37%	77,35%	30 ans
Menuiseries extérieures	7,10%	5,12%	25 ans
Chauffage collectif	4,18%		25 ans
Chauffage individuel		5,86%	15 ans
Couverture	7,03%	7,53%	30 ans
Electricité	6,32%	4,14%	25 ans
Composant à 17 ans			17 ans
Composant court			10 ans

Les durées et méthodes d'amortissements pour les autres immobilisations sont les suivantes :

- Logiciels 1 à 5 ans,
- Agencements et installations 3 à 7 ans,
- Mobilier/Matériel de bureau 3 à 8 ans,
- Matériels informatiques 3 à 5 ans.

Participations, autres titres immobilisés, valeurs mobilières de placement

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à cette valeur, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les titres de participations BLI ont fait l'objet d'une dépréciation complémentaire au cours de l'exercice 2024, le montant de cette provision s'élève à 95 334 euros.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

La méthode de dépréciation appliquée est identique à celle de 2023

- 4 à 6 mois : 25% de la dette au 31/12/2024
- 7 à 9 mois : 50% de la dette au 31/12/2024
- 10 à 12 mois : 75% de la dette au 31/12/2024
- Supérieur à 12 mois : 100% de la dette au 31/12/2024

Subventions d'investissement

Les subventions d'investissement octroyées à l'association sont enregistrées conformément à l'article 312-1 du règlement ANC n°2014-03, dans le compte 131000 "Subventions d'investissement", avec reprise au compte de résultat au rythme de l'amortissement des biens financés, dans le compte 777000.

Subventions d'investissements :

Au 31/12/2023	1 710 349€
Reprises	149 247€
Subvention notifiée	20 658€
Au 31/12/2024	1 581 731€

Une nouvelle subvention d'investissement de 20 658€ est venue augmenter les comptes.

Provision pour risques et charges

Les provisions suivantes sont inscrites au bilan :

- Provision pour gros entretien: 1 108 608€
- Provision pour départ en retraite : 331 097€
- Provision pour litige: 74 000€
- Provision pour autres litiges : 16 496€

Engagements de départ à la retraite

Les engagements de l'entité en matière d'indemnités de départ à la retraite de ses salariés sont constatés sous forme de provision.

L'estimation des engagements de départ à la retraite s'effectue de façon rétrospective prorata temporis (droits individuels acquis au jour du départ à la retraite, proratisés à la date du calcul) sur la base d'une hypothèse de départ à l'initiative du salarié à l'âge de 64 ans en tenant compte des éléments suivants :

- paramètres propres à chacun des salariés de l'entité (âge à la clôture, ancienneté, statut, taux de mortalité et salaire brut annuel),
- données spécifiques de l'entité (convention collective 66 et PACT, hypothèse de progression de la masse salariale (2%) , taux de rotation prévisionnel du personnel (3%) et taux de charges sociales (35%)),
- taux d'actualisation retenu à 3.38%.

Le montant ainsi obtenu, majoré des charges patronales, s'élève à 331 097 euros, pour rappel le montant de la provision au 31/12/2023 s'élevait à 395 368 euros.

#### Emprunts

Au cours de l'exercice, aucun nouvel emprunt n'a été souscrit.

#### Fonds dédiés et reportés

Les fonds dédiés sont des rubriques du passif qui enregistrent, à la clôture de l'exercice, la partie des ressources, affectées par des tiers financeurs à des projets définis, qui n'a pas pu encore être totalement utilisée conformément à l'engagement pris à leur égard.

Les fonds dédiés au 31/12/2023 concernaient l'affectation des sommes perçues antérieurement à l'exercice et affectées au projet de relocalisation du nouveau FLIU suite à la notification de la DDETS en mars 2017 et octobre 2017.

Le reprise des fonds dédiés s'élève pour l'exercice 2024 à 54 267 euros.

Les fonds dédiés sont nuls à la clôture de l'exercice 2024.

#### Rémunérations versées à certains dirigeants

En application de l'article 20 de la loi N°2008-588 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, nous devons mentionner le montant des rémunérations et avantages des cadres dirigeants bénévoles ou salariés pour l'exercice 2024.

Etant précisé que les cadres dirigeant bénévoles ne perçoivent aucune rémunération ou avantage, cette information nous amène à communiquer une rémunération individuelle et par mesure de confidentialité, nous ne diffuserons pas cette information financière.

#### Honoraires du CAC

Conformément au décret 2008-1487 du 30 décembre 2008 modifiant l'article R.123-198 du code de commerce relatif aux informations devant figurer dans les comptes annuels, les honoraires du commissaire aux comptes complabilisés en charge pour l'exercice 2024 s'élèvent à 29 392 euros.

#### Engagements hors bilan

- Nantissement de compte de titres financiers de la banque 200 000€ auprès de la Caisse Fédérale du Crédit Mutuel Europe
- Nantissement de compte bancaire de 150 000 € auprès de la Caisse Fédérale du Crédit mutuel Europe
- Gage avec dépossession non publié 50 000€ auprès de la Caisse Fédérale du Crédit mutuel Europe
- Garantie financière gestion Immobilière pour 114 336,76€ auprès de la Caisse Fédérale du Crédit mutuel Europe
- Caution de la société SOGAMA – CREDIT ASSOCIATIF pour 242 499,15€ auprès du Crédit Coopératif

#### Résultat exceptionnel

Les charges exceptionnelles sont composées essentiellement pour 11 891 euros de régularisation IJSS sur exercice antérieur.

Les produits exceptionnels sont composés d'un de cession d'un immeuble en décembre 2024 pour 63 750 euros et des quotes part des subventions d'investissement pour 149 276 euros.



# Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Frais d'établissement et de développement			
Donations temporaires d'usufruit			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	131 355		3 348
TOTAL	131 355		3 348
Terrains	811 181		
Constructions :	27 040 829		834 678
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui	907 482		10 101
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :	9 875		
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers	200 444		
Matériel :	48 493		91 991
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	880 577		123 042
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	180 660		773 449
Avances et acomptes			
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés			
TOTAL	30 099 640		1 833 261
Participations évaluées par mise en équivalence	336 998		6 680
- Participations	366 305		
Autres :			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	278 518		25 159
TOTAL	981 821		31 839
TOTAL GENERAL	31 081 461		1 865 100

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Donations temporaires d'usufruit				
Autres postes d'immobilisations incorporelles			134 703	
TOTAL			134 703	
Terrains			811 181	
Constructions :	1	88 806	27 786 800	
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui			917 583	
- Gales, agents et aménagt. const.				
Installations :			9 875	
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agents et aménagt. divers			200 444	
- De transport			140 484	
Matériel :				
- De bureau et informatique, mobilier			1 013 619	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours	836 820		127 289	
Avances et acomptes				
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
TOTAL	836 821	88 806	31 007 275	
Participations évaluées par mise en équivalence			342 668	
- Participations			366 305	
Autres :				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières			304 678	
TOTAL			1 013 661	
TOTAL GENERAL	836 821	88 806	32 020 926	

# Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice		Montant au début de l'exercice	Augment.	Diminu.	Montant en fin d'exercice		
Frais d'établissement et développement							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immobilisations incorporelles		128 465	3 451		131 917		
TOTAL		128 465	3 451		131 917		
Terrains							
Constructions - Sur sol propre		18 663 185	713 865	88 287	19 288 763		
: - Sur sol d'autrui		840 273	13 187		853 460		
Installations générales, agencements et aménagements des constructions							
Installations techniques, matériel et outillage industriel		5 879	2 138		8 018		
Installations générales, agencements et aménagements divers		200 444			200 444		
Matériel de transport		48 493	16 593		65 086		
Matériel de bureau et informatique, mobilier		756 716	77 276		833 992		
Emballages récupérables et divers							
TOTAL		20 514 990	823 059	88 287	21 249 763		
TOTAL GÉNÉRAL		20 643 456	826 511	88 287	21 381 680		
CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires		Dotations			Reprises	Mouvement net des amort. en fin d'exercice	
		Différentiel de durée	Mode Amort. dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode Amort. dégressif	Amort. fiscal exceptionnel
Frais d'établissement et dvp.							
Donations temporaires d'usufruit							
Autres postes d'immo. incorp.							
TOTAL							
Terrains							
Constructions - Sur sol propre							
: - Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des construc.							
Inst. tech. mat. et outill. Indus.							
Inst. gales, agenc. et aménag. divers							
Matériel de transport							
Mat. de bureau et Info. mob.							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acq. de titres de particip.							
TOTAL GÉNÉRAL							
DOTATIONS NON VENTILÉES		REPRISES NON VENTILÉES		TOTAL GÉNÉRAL NON VENTILÉ			
CADRE C - Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices		Montant net au début de l'exercice		Augment.	Dot. exercice aux amort.	Montant net en fin d'exercice	
Frais d'émission d'emprunts à étaler							
Primes de remboursement des obligations							

# Etat des provisions et dépréciations

	Montant début exercice	Augmentation Dotations ex.	Diminutions : reprises ex.		Montant à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
<b>Provisions réglementées</b>					
Provisions pour investissements					
Provisions relatives aux stocks					
Provisions relatives aux éléments d'actif					
Amortissements dérogatoires					
Autres provisions réglementées					
<b>TOTAL I</b>					
<b>Provisions pour risques et charges</b>					
- litiges	16 498				16 498
- amendes et pénalités					
- pertes de change					
- risque d'emploi					
- autres					
Provisions pour charges sur legs ou donations					
Provisions pour pensions et obligations similaires	295 368	143 938	108 209		331 097
Provisions pour impôts					
Provisions pour charges à répartir sur plusieurs exercices	1 063 783	220 000	175 177		1 108 606
Autres provisions pour risques et charges	33 500	50 000	9 500		74 000
<b>TOTAL II</b>	<b>1 409 148</b>	<b>413 938</b>	<b>292 886</b>		<b>1 530 200</b>
<b>Provisions pour dépréciations</b>					
- incorporelles					
- corporelles					
- Sur biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations					
- Titres mis en équivalence					
- Titres de participation	72 817	22 517			95 334
- autres immobilisations financières					
Sur stocks et en-cours					
Sur comptes clients	350 010	76 744	136 671		290 083
Sur comptes de confédérations, fédérations, unions, entités affiliées					
Sur créances reçues par legs ou donations					
Autres dépréciations					
<b>Total III</b>	<b>422 827</b>	<b>99 261</b>	<b>136 671</b>		<b>385 418</b>
<b>TOTAL GENERAL ( I+II+III)</b>	<b>1 831 975</b>	<b>513 199</b>	<b>429 557</b>		<b>1 915 617</b>
<b>Dont dotations et reprises :</b>					
- d'exploitation		270 682	254 379		
- financières		22 517			
- exceptionnelles					

# Etat des créances

CREANCES	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
<b>De l'actif immobilisé</b>			
Créances rattachées à des participations			
Prêts	232 221		232 221
Autres immobilisations financières	72 457		72 457
<b>De l'actif circulant</b>			
Clients et usagers douteux ou litigieux			
Clients, usagers et comptes rattachés	767 546	767 546	
Reçues sur legs ou donations			
Personnel et comptes rattachés	457	457	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée	973	973	
Autres impôts, taxes et versements assimilés	4 873	4 873	
Divers			
Confédération, fédération, union, associations affiliées	80 289	80 289	
Débiteurs divers	316 724	316 724	
Charges constatées d'avance	225 975	225 975	
<b>TOTAL</b>	<b>1 701 515</b>	<b>1 396 837</b>	<b>304 678</b>

(1) Dont prêts accordés en cours d'exercice

(1) Dont remboursements obtenus en cours d'exercice

Commentaire

# Etat des dettes

DETTES	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires et assimilés				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit :				
- A 1 an max. à l'origine				
- A plus d'1 an à l'origine	3 315 175	454 255	1 301 195	1 559 725
Emprunts et dettes financières diverses	226 751	226 751		
Fournisseurs et comptes rattachés	980 784	980 784		
Dettes des legs ou donations				
Personnel et comptes rattachés	310 000	310 000		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	380 175	380 175		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 383	1 383		
Autres impôts, taxes et assimilés	6 023	6 023		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	1 286	1 286		
Confédération, fédération, union, associations affiliées				
Autres dettes	345 158	345 158		
Produits constatés d'avance	43 658	43 658		
<b>TOTAL</b>	<b>5 590 393</b>	<b>2 729 473</b>	<b>1 301 195</b>	<b>1 559 725</b>

(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice

(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice 466 513

Commentaire



## Variation des fonds propres

VARIATION DES FONDS PROPRES	Montant en début d'exercice	Affectation du résultat	Augmentations	Diminutions ou consommations	Montant en fin d'exercice
Fonds propres sans droit de reprise					
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	4 210 082				4 210 082
- Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Report à nouveau	316 337		18 510	278 524	58 323
- Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Excédent ou déficit de l'exercice	-260 014				-444 058
<b>Situation nette</b>	<b>4 266 385</b>		<b>18 510</b>	<b>278 524</b>	<b>3 822 327</b>
- Dont résultat des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée					
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	1 710 349		20 658	149 276	1 581 731
Provisions réglementées					
<b>TOTAL</b>	<b>5 976 734</b>		<b>39 168</b>	<b>427 800</b>	<b>5 404 058</b>

### Commentaires :

Dont résultat contrôlé 2024 :

- Centre parental : 5 710.14€
- CHRS : -31 888.93€
- SAU DGF : - 597.90€

## Charges à payer et produits à recevoir

Charge à payer incluses dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	16 318	17 494
Emprunts et dettes financières diverses		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	421 426	429 624
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	237 457	430 322
Instruments de trésorerie		
<b>TOTAL</b>	<b>675 201</b>	<b>877 440</b>

Commentaire

Produits à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2024	31/12/2023
Créances clients, usagers et comptes rattachés	4 080	
Créances reçues par legs ou donations		
Autres	286 556	311 329
Valeurs mobilières de placement		
Instruments de trésorerie		
Disponibilités		
<b>TOTAL</b>	<b>290 636</b>	<b>311 329</b>

Commentaire

## Transfert de charges

Nature des transferts de charges	Montant
REMBOURSEMENT D'ASSURANCES	136 347
REMBOURSEMENT BLI	27 686
REMBOURSEMENT PRIME CEE	1 235
REMBOURSEMENT TAXES FONCIERES	4 164
REMBOURSEMENT IJSS	137 889
Total	307 321

# Effectif moyen

Catégories de salariés	Salariés	En régie
Cadres	10	
Agents de maîtrise & techniciens	2	
Employés	65	
Ouvriers	17	
Apprentis sous contrat		
<b>TOTAL</b>	<b>94</b>	

Commentaire

# Tableau de subventions d'exploitation

Subventions	Accordées du 01/01/2024 au 31/12/2024	Dont reçues du 01/01/2024 au 31/12/2024	Solde à percevoir
	①	②	①-②
ETAT	4 096 285	4 096 285	
DEPARTEMENT	1 660 841	1 660 841	
COLLECTIVITES LOCALE	128 700	1 200	127 500
<b>Total subventions d'exploitation</b>	<b>5 885 826</b>	<b>5 758 326</b>	<b>127 500</b>



# In Extenso

**IN EXTENSO DUNKERQUE LES BAINS**  
36, bis avenue des Bains - BP 73171  
59140 Dunkerque

[www.inextenso.fr](http://www.inextenso.fr)  
© 2019 In Extenso & Associés